

9.105. Compétence.....	1194
9.106. Formes.....	1195
9.107. Mise en cause du mandataire désavoué.....	1197
9.108. Le jugement de la cause.....	1197
9.109. Dépens.....	1197
<b>Section 5 – Effets de la requête civile.....</b>	<b>1198</b>
9.110. Absence d'effet suspensif.....	1198
9.111. Effet relatif.....	1199
9.112. Effet dévolutif.....	1199
<b>Section 6 – Voies de recours.....</b>	<b>1200</b>
9.113. Appel.....	1200
9.114. Pourvoi en cassation.....	1200
9.115. Autres.....	1201

#### CHAPITRE 4

#### LA PRISE À PARTIE..... 1203

9.116. Notions générales.....	1203
9.117. Compétence.....	1203
9.118. Causes qui donnent ouverture à la prise à partie.....	1204
9.119. Procédure.....	1205
9.120. Effets de la prise à partie.....	1208
9.121. Recours – Opposition.....	1209

#### CHAPITRE 5

#### LA RÉTRACTATION..... 1211

9.122. Généralités.....	1211
9.123. Causes de rétractation.....	1212
9.124. Décisions susceptibles de rétractation.....	1213
9.125. Parties à la rétractation.....	1214
9.126. Compétence.....	1214
9.127. Procédure – Formes.....	1216
9.128. Procédure – Délai.....	1216
9.129. Effets.....	1217
9.130. Recours.....	1218

## TITRE 10 LES SAISIES CONSERVATOIRES, LES VOIES D'EXÉCUTION ET LE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

Frédéric GEORGES

10.1. Introduction et plan.....	1219
---------------------------------	------

#### CHAPITRE I

#### NOTIONS GÉNÉRALES ET PRINCIPES..... 1221

10.2. Plan.....	1221
-----------------	------

#### Section 1 – Consistance et importance du droit de l'exécution..... 1221

10.3. Le droit à l'exécution forcée.....	1221
10.4. Modalités de l'exécution forcée.....	1223
10.5. Particularités de l'exécution forcée de l'obligation pécuniaire – Renvoi.....	1224
10.6. Siège légal de la matière.....	1225

#### Section 2 – Le recouvrement amiable des dettes des consommateurs..... 1226

10.7. Principes.....	1226
----------------------	------

#### Section 3 – Distinction entre saisie conservatoire et voie d'exécution..... 1228

10.8. <i>Summa divisio</i> .....	1228
----------------------------------	------

#### Section 4 – L'égalité des créanciers et la vocation collective des saisies... 1229

10.9. Portée du principe, implication et exception.....	1229
---	------

#### Section 5 – Caractère d'ordre public du droit des saisies..... 1231

10.10. Illustrations.....	1231
---------------------------	------

#### Section 6 – Le juge des saisies..... 1232

##### § 1. – Statut..... 1232

10.11. Organisation judiciaire.....	1232
-------------------------------------	------

##### § 2. – Compétence matérielle..... 1232

###### A. Généralités..... 1232

10.12. Dispositions applicables et principes.....	1232
---	------

###### B. En principe, le juge des saisies ne connaît pas du fond..... 1234

10.13. Pouvoir d'appréciation du juge des saisies.....	1234
--	------

10.14. ... et actualité exécutoire du titre.....	1237
--	------

###### C. Hypothèses où, à titre exceptionnel, le juge des saisies connaît du fond..... 1237

10.15. Action en distraction et procédures de répartition.....	1237
§ 3. – Compétence territoriale.....	1238
10.16. Chefs de compétence territoriale.....	1238
§ 4. – Procédure.....	1238
10.17. Formes du référé.....	1238
<b>Section 7 – Saisissabilité et insaisissabilité</b> .....	1239
10.18. La saisissabilité est le principe.....	1239
10.19. Les insaisissabilités : <i>summa divisio</i> .....	1240
§ 1. – Insaisissabilités réelles.....	1240
10.20. Insaisissabilité par nature et insaisissabilité légale.....	1240
A. Les meubles corporels.....	1241
10.21. Meubles corporels protégés.....	1241
B. Les meubles incorporels.....	1242
1. Principes fondamentaux.....	1242
10.22. Philosophie de la protection, résumé et plan.....	1242
2. Dégressivité de l'insaisissabilité et distinction entre « revenus professionnels » et « revenus d'autres activités » (art. 1409, §§ 1 <sup>er</sup> et 1 <sup>er</sup> bis, et 1410, § 1 <sup>er</sup> , C. jud.).....	1243
10.23. Les revenus professionnels.....	1243
10.24. Les revenus de remplacement.....	1246
3. Prise en compte des enfants à charge (art. 1409ter et 1409quater C. jud.).....	1248
10.25. Un accouchement douloureux.....	1248
10.26. Définition de l'enfant à charge.....	1249
10.27. Procédure applicable.....	1250
4. Les revenus « atypiques » (art. 1409bis C. jud.).....	1252
10.28. Objectifs et procédure.....	1252
10.29. Applications.....	1253
5. Les montants totalement insaisissables (1410, § 2, C. jud.).....	1253
10.30. Allocations totalement protégées.....	1253
6. Le report d'insaisissabilité en cas de versement des sommes protégées sur un compte bancaire (art. 1411bis à 1411quater C. jud.).....	1255
10.31. <i>Ratio legis</i> .....	1255
10.32. ... et traduction de celle-ci.....	1256
10.33. Traçabilité, insaisissabilité fondante et procédure.....	1257
7. Le sort du créancier d'aliments.....	1257
10.34. Le statut privilégié du créancier d'aliments.....	1257
C. Insaisissabilité « limitée » de l'immeuble constituant la résidence principale des indépendants.....	1259
10.35. Une insaisissabilité volontaire et relative.....	1259
§ 2. – Insaisissabilités personnelles : les immunités d'exécution.....	1260
A. En droit interne belge.....	1260
10.36. Personnes morales de droit public.....	1260
10.37. Preuve de l'absence d'utilité du bien.....	1262

B. En droit international.....	1263
10.38. Immunité d'exécution des autorités étrangères.....	1263
10.39. Hypothèses particulières.....	1264
<b>Section 8 – Publicité des saisies</b> .....	1265
10.40. Raison d'être.....	1265
10.41. Évolution législative.....	1265
§ 1. – Dispositions relatives à l'institution du fichier.....	1267
10.42. Aspects institutionnels.....	1267
§ 2. – Examen des différents avis.....	1268
10.43. Principes.....	1268
A. Avis de saisie.....	1268
10.44. Hypothèses d'émission.....	1268
B. Avis d'opposition à saisie.....	1269
10.45. Association à la répartition.....	1269
C. Avis de délégation.....	1269
10.46. Origine et modifications.....	1269
D. Avis de cession de rémunération.....	1270
10.47. Effet d'opposabilité de la mesure.....	1270
E. Avis de règlement collectif de dettes.....	1270
10.48. Publicité de l'admissibilité et de l'évolution de la procédure.....	1270
F. Avis de protêt.....	1271
10.49. Intégration des protêts.....	1271
§ 3. – Envoi des différents avis au fichier.....	1271
10.50. Modalités.....	1271
§ 4. – Durée de conservation des avis.....	1271
10.51. Conservation de trois ans en principe.....	1271
§ 5. – Personnes ayant accès au fichier.....	1271
10.52. Modalités d'accès.....	1271
§ 6. – Caractère obligatoire de la consultation du fichier.....	1272
10.53. Consultation et procédures de répartition obligatoires.....	1272
10.54. Plan.....	1273
<b>Section 1 – Conditions pour former une saisie conservatoire</b> .....	1273
10.55. Conditions de fond et de forme.....	1273

## CHAPITRE 2

### RÈGLES COMMUNES AUX SAISIES CONSERVATOIRES.....

§ 1. – Conditions de fond.....	1273
10.56. Principes et plan.....	1273
A. La célérité.....	1273
10.57. Célérité : notion, preuve et illustrations jurisprudentielles.....	1273
B. Une créance certaine, liquide et exigible.....	1276
10.58. Conditions de fond.....	1276
10.59. Certitude.....	1277
10.60. Liquidité.....	1278
10.61. Exigibilité.....	1278
§ 2. – Condition de forme : disposer d'un titre.....	1280
10.62. Typologie des titres possibles.....	1280
A. Un jugement émanant d'une juridiction de fond.....	1280
10.63. La décision de justice et les titres assimilés.....	1280
B. Une autorisation du juge des saisies.....	1281
10.64. Conditions procédurales d'obtention de l'autorisation du juge des saisies.....	1281
C. Un titre privé.....	1282
10.65. Exception particulière à la saisie-arrêt conservatoire.....	1282
<b>Section 2 – Forme de la saisie.....</b>	<b>1282</b>
10.66. Mentions de l'exploit.....	1282
<b>Section 3 – Recours potentiels.....</b>	<b>1283</b>
10.67. Recours du créancier.....	1283
10.68. Recours du débiteur.....	1283
<b>Section 4 – Effets des saisies conservatoires.....</b>	<b>1285</b>
10.69. Indisponibilité : traits caractéristiques.....	1285
<b>Section 5 – Le cantonnement sur saisie conservatoire.....</b>	<b>1287</b>
10.70. Notion et distinctions.....	1287
§ 1. – Cantonnement de l'objet de la saisie.....	1288
10.71. Raison d'être et cas d'application.....	1288
10.72. Extension aux cessions de rémunération et à l'action directe.....	1290
§ 2. – Le cantonnement sur saisie conservatoire.....	1291
10.73. Raison d'être.....	1291
10.74. Mise en œuvre.....	1291
10.75. Montant à consigner et cantonnements par prélèvement ou équivalent.....	1292
10.76. Effets.....	1293
10.77. Les cantonnements particuliers.....	1294

## CHAPITRE 3

LES DIFFÉRENTES SAISIES CONSERVATOIRES  
ET LEURS TRAITS FONDAMENTAUX.....

1297

<b>Section 1 – La saisie mobilière conservatoire.....</b>	<b>1297</b>
10.78. Dispositions applicables et champ d'application.....	1297
10.79. Formalisme particulier.....	1298
10.80. Effets.....	1298
<b>Section 2 – La saisie immobilière conservatoire.....</b>	<b>1299</b>
10.81. Dispositions applicables et champ d'application.....	1299
10.82. Conditions de forme.....	1299
10.83. Durée de la validité de la saisie et de sa transcription.....	1300
10.84. Effet d'indisponibilité.....	1300
<b>Section 3 – La saisie-gagerie.....</b>	<b>1301</b>
10.85. Un particularisme peu usité.....	1301
<b>Section 4 – La saisie-revendication.....</b>	<b>1301</b>
10.86. Sanction d'un droit réel.....	1301
<b>Section 5 – La saisie-arrêt conservatoire.....</b>	<b>1302</b>
10.87. Notion et plan.....	1302
§ 1. – L'objet de la saisie-arrêt.....	1302
10.88. Créances susceptibles de saisie-arrêt.....	1302
10.89. Seuil d'existence de la créance dans le patrimoine du débiteur saisi.....	1303
§ 2. – Le titre privé.....	1304
10.90. Notion de titre privé.....	1304
§ 3. – Illégalité (nuancée) des oppositions amiables.....	1307
10.91. Le principe.....	1307
10.92. Quelle attitude conseiller au destinataire d'une telle opposition ?.....	1308
§ 4. – La forme de la saisie-arrêt conservatoire.....	1309
10.93. Exploit d'huissier ou notification par greffe.....	1309
10.94. Dénonciation de la saisie au débiteur saisi.....	1309
§ 5. – Les effets de la saisie-arrêt conservatoire.....	1310
10.95. Obligations du tiers saisi.....	1310
10.96. Sanction de la violation des obligations précitées.....	1311

## CHAPITRE 4

## RÈGLES COMMUNES AUX VOIES D'EXÉCUTION..... 1315

10.97. Plan..... 1315

## Section 1 – Conditions pour former une voie d'exécution..... 1315

10.98. Généralités..... 1315

§ 1. – Une créance rigoureusement certaine, liquide et exigible..... 1316

10.99. Portée d'une appréciation exigeante..... 1316

10.100. Dérogation à la condition d'exigibilité..... 1317

§ 2. – Un titre dont l'actualité exécutoire reste acquise..... 1317

10.101. Un titre exécutoire actuel..... 1317

## Section 2 – Le titre exécutoire judiciaire..... 1318

10.102. Généralités..... 1318

10.103. Exigences formelles et substantielles..... 1319

10.104. Conséquences d'une réformation du titre judiciaire..... 1320

§ 1. – Le préalable de la signification..... 1321

10.105. Principe et exception..... 1321

§ 2. – La décision doit en principe être coulée en force de chose jugée,  
sauf exécution provisoire..... 1321

10.106. Rappel et renvoi..... 1321

10.107. Cantonement dans le contexte de l'exécution forcée..... 1322

10.108. Inéluctabilité de principe de la force exécutoire de la décision de justice..... 1322

## Section 3 – L'acte notarié..... 1323

10.109. Champ d'application de la force exécutoire de l'acte notarié..... 1323

10.110. Conditions..... 1324

10.111. Portée exécutoire..... 1325

## Section 4 – Les titres administratifs exécutoires..... 1325

10.112. Principes..... 1325

10.113. Illustrations..... 1326

Section 5 – L'exécution doit être en principe précédée  
d'un commandement..... 1327

10.114. Notion et effets..... 1327

Section 6 – Transformation de la saisie conservatoire  
en saisie exécution..... 1328

10.115. Raison d'être et modalités..... 1328

## CHAPITRE 5

LES DIFFÉRENTES VOIES D'EXÉCUTION  
ET LEURS TRAITS FONDAMENTAUX..... 1331

10.116. Plan..... 1331

## Section 1 – La saisie-exécution mobilière..... 1331

10.117. Généralités..... 1331

10.118. Saisie-brandon..... 1331

10.119. Éléments de procédure..... 1331

10.120. Économie de procédure et collectivisation de la saisie  
(malheureusement endiguées)..... 1332

10.121. Action en distraction..... 1333

## Section 2 – La saisie-arrêt exécution..... 1334

10.122. Généralités..... 1334

10.123. Procédure..... 1335

10.124. Obligations du tiers saisi..... 1335

10.125. Dessaisissement du tiers saisi..... 1336

## Section 3 – La saisie-exécution immobilière..... 1337

10.126. Généralités et plan..... 1337

10.127. Les nullités procédurales..... 1337

10.128. Les voies de recours..... 1338

§ 1. – Les formalités préliminaires..... 1339

10.129. Commandement et trois autres formalités potentielles..... 1339

§ 2. – L'exploit de saisie..... 1340

10.130. Saisie proprement dite..... 1340

§ 3. – La transcription de l'exploit de saisie..... 1340

10.131. Durée et effets de la transcription..... 1340

10.132. (Transcription de) Saisie sur (transcription de) saisie ne vaut..... 1341

§ 4. – La désignation du notaire dans la perspective d'une adjudication publique..... 1342

10.133. Procédure et rôle du juge des saisies..... 1342

§ 5. – La désignation du notaire dans la perspective d'une vente de gré à gré..... 1342

10.134. Une alternative souvent opportune..... 1342

§ 6. – La rédaction du cahier des charges..... 1343

10.135. Contenu du cahier des charges..... 1343

§ 7. – La sommation de prendre connaissance du cahier des charges..... 1343

10.136. Moment, destinataires et effets de la sommation..... 1343

§ 8. – La mention marginale de la sommation de prendre connaissance  
du cahier des charges..... 1344

10.137. Collectivisation de la poursuite..... 1344

§ 9. – Les mise en vente et adjudication de l'immeuble..... 1344

10.138. Formes et moment..... 1344

§ 10. – La faculté de surenchère.....	1345
10.139. Faculté de surenchère.....	1345
§ 11. – La signification au saisi de l'extrait analytique du procès-verbal d'adjudication.....	1345
10.140. Effets.....	1345
§ 12. – Les incidents de procédure.....	1345
10.141. En bref.....	1345

## CHAPITRE 6

### LES PROCÉDURES DE DISTRIBUTION DU PRODUIT DE LA SAISIE.....

10.142. Principes.....	1347
Section 1 – La distribution par contribution.....	1348
10.143. Principes.....	1348
10.144. Brève description de la procédure.....	1348
Section 2 – L'ordre.....	1349
10.145. Généralités.....	1349
10.146. Importance de la purge.....	1349
10.147. Créanciers associés à la procédure.....	1350
10.148. Brève description de la procédure.....	1350

## CHAPITRE 7

### LE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES.....

Section 1 – Notion et objectifs.....	1353
10.149. Introduction.....	1353
10.150. Objectifs.....	1354
Section 2 – Conditions d'application et procédure.....	1354
10.151. Champ d'application.....	1354
10.152. Procédure.....	1355
10.153. Statut du médiateur de dettes.....	1356
10.154. Publicité donnée à la décision d'admissibilité.....	1357
10.155. Déclaration de créance.....	1357
Section 3 – Effets de la décision d'admissibilité.....	1358
10.156. Contours du concours.....	1358
10.157. Pécule de médiation.....	1359
Section 4 – Les plans de règlement collectif de dettes.....	1359
10.158. Présentation des alternatives.....	1359

10.159. Le plan de règlement amiable.....	1359
10.160. Le plan de règlement judiciaire sans remise de dettes en principal.....	1361
10.161. Le plan de règlement judiciaire avec remise de dettes en principal.....	1362
10.162. Le plan de règlement judiciaire avec remise totale des dettes.....	1364

Section 5 – Les recours.....	1365
10.163. Limitation des voies de recours.....	1365

### Section 6 – La réalisation d'actifs dans le cadre du règlement

collectif de dettes.....	1365
10.164. Principes.....	1365
10.165. Droits indivis dans l'immeuble.....	1366
10.166. Modalités procédurales.....	1366
10.167. Présence du médié à l'acte ?.....	1367

### Section 7 – Révocation de la décision d'admissibilité ou du plan

de règlement amiable.....	1368
10.168. Causes de révocation.....	1368
10.169. Effets de la révocation.....	1369

## TITRE II

### L'ARBITRAGE ET LA MÉDIATION

Olivier CAPRASSE

## CHAPITRE I

### L'ARBITRAGE.....

Section 1 – Cadre général.....	1373
§ 1. – Définition.....	1373
11.1. Les types d'arbitrage.....	1373
11.2. Avantages et inconvénients.....	1375
§ 2. – Régime juridique.....	1376
11.3. Normes applicables.....	1376
11.4. Bref historique du droit belge de l'arbitrage.....	1377
11.5. Les raisons de la réforme de 2013.....	1378
11.6. Principaux choix à la base de la réforme de 2013.....	1378
11.7. Entrée en vigueur du régime instauré par la loi du 24 juin 2013.....	1380
§ 3. – Applicabilité de la sixième partie du Code judiciaire.....	1381
11.8. Procédures concernées.....	1381
§ 4. – Compétence des juges belges.....	1382
11.9. Cas d'intervention.....	1382
11.10. Règles de compétence internationale.....	1382
11.11. Règles de compétence territoriale.....	1383